

LES  
CAHIERS d'HISTOIRE  
de la



Société d'histoire  
de  
**Belœil-Mont-Saint-Hilaire**

Cahier n° 19 Février 1986

# Les Cahiers d'Histoire

de la

Société d'Histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire

N° 19

Février 1986

---

## SOMMAIRE

<i>L'Écho du Pays</i> par Pierre Meunier .....	1
<i>L'hôtellerie à Saint-Hilaire</i> par Armand Cardinal .....	16
<i>La maison Bernier: deux siècles de tradition et d'histoire à Beloeil</i> par Pierre Gadbois .....	31

## COMITÉ DE RÉDACTION

Marthe Beaudry, présidente  
Armand Cardinal, Louise de Grandpré  
Michel Clerk

### Photos:

*Le vieux village de Saint-Hilaire-sur-Richelieu en 1860,*

*(Archives publiques du Canada).*

*L'église et le vieux moulin de Beloeil en 1910,*

*(L.P. Martin, Collection Michel Clerk).*

© Société d'Histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire 1986

Tous droits de reproduction réservés.


Typographie, mise en page et impression: S.T. ART (Stratégie Trans-Artistique)

Dépôt légal: premier trimestre 1986. Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0225-5359

# L'ÉCHO DU PAYS

INDUSTRIE, PROSPERITE ET UNION.



ST. CHARLES VILLAGE DEBARTZCH.

PIERRE MEUNIER

*L'auteur, le docteur Pierre Meunier, originaire de Saint-Charles et médecin spécialiste à sa retraite, a choisi depuis longtemps l'histoire comme passe-temps. Il a ici adapté pour nos Cahiers d'histoire un chapitre de son ouvrage L'Insurrection de 1837 à Saint-Charles et le seigneur Debartzch, qui s'est mérité le premier prix du Concours Percy W. Foy 1984 de la Société d'histoire du Richelieu et est présentement sous presse aux Éditions Fides de Montréal.*

Évoquer l'hebdomadaire *L'Écho du Pays*, c'est rappeler l'insurrection de 1837 dans la vallée du Richelieu. Ce journal, publié de 1833 à 1836, était patronné par le riche seigneur de Saint-Charles, Pierre-Dominique Debartzch, conseiller législatif, ami et collaborateur de Papineau jusqu'en 1836. C'était un journal d'idées, dévoué au Parti des Patriotes, mais ouvert aussi aux questions religieuses, sociales, éducatives et économiques. Ce seigneur avait transformé le modeste village de Saint-Charles en un grand centre agricole et commercial au point qu'on l'appelait « Village Debartzch ». C'est sur les quais du village que transitaient toutes les marchandises allant ou venant de Saint-Hyacinthe et des Cantons de l'Est. Debartzch y avait attiré quantité d'artisans et même des industriels.

J'ai pu retrouver ce journal à la Bibliothèque nationale. À sa lecture, on peut revivre sur place cette période euphorique qui annonçait la révolution industrielle, partager les craintes et les espoirs de nos ancêtres, revivre la montée du nationalisme et la « guerre froide » qui précéda l'insurrection. Après avoir allumé le feu de la rébellion, le seigneur Debartzch, tel un apprenti sorcier, abandonna la cause des patriotes en 1836 et cessa de publier *L'Écho du Pays*. Mal lui en prit, car il fut

considéré comme un traître par les patriotes, ne trouva pas d'appui au Gouvernement, vit son manoir détruit lors de l'insurrection et sa fortune compromise.

Le premier numéro parut le 7 mars 1833. La présentation est très belle. Les lettres qui composent *L'Écho du Pays* sont stylisées et forment avec la devise INDUSTRIE - PROSPÉRITÉ et UNION un arc au haut de la première page. L'imprimeur et propriétaire était A.-C. Fortin, associé dans l'entreprise au seigneur Debartzch. Ce dernier, bien avant son temps, semble avoir compris l'importance de ce média d'information pour instruire le peuple et manipuler aussi l'opinion publique.

Ce journal eut plusieurs rédacteurs. Le premier qu'engagea Debartzch fut un Français récemment arrivé au pays, Alfred Rambeau, qui quitta *L'Écho du Pays* quelques mois plus tard et passa au journal loyaliste adverse *L'Ami du Peuple*. Ce transfuge, il va sans dire, attisa la polémique entre les deux journaux.

Les autres rédacteurs furent le docteur J.-B. Meilleur et L.-P. Boucher-Belleville, qui y travailla le plus longtemps. *L'Écho du Pays*, hebdomadaire diffusé par toute la province, se vendait 10 shillings par année. Ses points de vente étaient Saint-Charles, la Librairie Fabre et *La Minerve* à Montréal, la Librairie Fréchette à Québec.

Il faut se rappeler qu'à cette époque lointaine, sans radio et sans télévision, les gens qui avaient fréquenté les écoles et les institutions religieuses lisaient beaucoup et participaient activement aux journaux, comme on participe aujourd'hui aux « lignes ouvertes » de la radio. Ils y participaient cachés derrière des pseudonymes comme « Un ami du papier », « Jean-Paul le laboureur », « Amicus », « Veritas », « Jean-Baptiste », « Un patriote », « Cassius », « Un moraliste », « Franc-tireur », « La vérité perce », « Le Vieux de la montagne », etc.

On est étonné de voir que des colonnes entières étaient consacrées à des polémiques philosophiques d'un ton très élevé comme, par exemple, celle qu'engagea M. Jacques Odelin, curé de Saint-Hilaire, avec certains de ses

confrères qui, cachés derrière des pseudonymes, défendaient les idées philosophiques nouvelles de M. Robert de LaMennais. La polémique n'aurait pas été plus violente si elle avait été entre protestants et catholiques.

Parmi les sujets débattus dans *L'Écho du Pays*, la religion occupait une place importante. Les protestants s'attaquaient aux catholiques qu'ils appelaient, avec mépris, des papistes et ceux-ci répliquaient avec autant de violence. La controverse s'observait même entre catholiques et le porte-parole des orthodoxes était le curé de Saint-Hilaire, l'abbé Jacques Odelin. Écrivant dans *L'Écho du Pays*, imprimé dans la paroisse voisine de Saint-Charles, il se posait en défenseur de la foi et s'attaquait aux partisans d'une nouvelle philosophie, libérale en matière de religion et enseignée par M. de LaMennais à partir de la Révolution de 1830. Le curé Odelin, dans sa polémique, ne s'adressait pas aux philosophes libéraux en général mais bien à certains prêtres du Séminaire de Saint-Hyacinthe qu'il attaquait personnellement.

Il serait trop long d'exposer les bases de cette longue discussion philosophique et théologique. À l'intention des membres de la Société d'histoire de Beloeil - Mont-Saint-Hilaire, je citerai simplement quelques paragraphes illustrant le caractère belliqueux du bon curé Odelin.

*Au ton que vous prenez, M. le partisan [de la nouvelle philosophie], vous êtes sans doute quelque sublime théologien; plus que théologien quelque savant légiste; plus que légiste quelque canoniste consommé; plus que canoniste quelque habile casuiste devant qui saint Thomas n'est plus l'ange de l'école; plus que casuiste, un confesseur expérimenté dont l'autorité vaut un synode et devant qui un simple curé de campagne comme moi eût dû se taire. Honneur donc et gloire au Collège de Saint-Hyacinthe. Si ce collège n'existait pas, on croirait encore à l'orthodoxie des anciens théologiens . . .*

*Tout ce que je sais, c'est que si notre Évêque eût prévu que vous eussiez l'étourderie de croire que pour adopter un système nouveau, il faut nier la loi naturelle, il ne vous l'eût certainement pas permis . . . Les générations futures diront de vous « C'est un homme impayable qui par son adresse eût fait mettre en prison les sept Sages de la Grèce » [et pour terminer] les échecs éprouvés par M. de LaMennais feront que les succès obtenus par sa doctrine ne seront qu'éphémères<sup>1</sup>.*

Le curé Odelin finit, en effet, par avoir gain de cause, car M. de LaMennais fut condamné par l'Église à la suite de la publication de *Paroles d'un croyant*. Comme on le voit, le curé Odelin était un terrifiant défenseur du catholicisme, un véritable chevalier sans peur et sans reproche. C'est grâce à *L'Écho du Pays* que je puis aujourd'hui faire revivre sa mémoire à l'intention des membres de la Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire. Son voisin, le curé Blanchet de Saint-Charles, avait lui aussi du caractère . . . et fut même emprisonné en 1837, pour avoir sympathisé avec les patriotes.

Des pages entières de *L'Écho du Pays* étaient consacrées à l'éducation. On discutait des méthodes d'enseignement. On exposait le pour et le contre des méthodes Jacotot, mutuelles et simultanées. Les examens d'école faisaient l'objet d'un article comme celui-ci, le 28 mars 1833:

*L'examen de l'école des jeunes filles, présidé par Messire Blanchet, curé de Saint-Charles et Messieurs les syndics a eu lieu vendredi, le 22 courant. Toutes les personnes qui y ont assisté, ont été agréablement surprises et très flattées de la manière correcte avec laquelle les jeunes filles ont répondu aux questions sur la religion, la grammaire, l'arithmétique<sup>2</sup>.*

On choisissait les professeurs avec le plus grand soin. Exemple, cet avis du 11 avril 1833:

*On désire un instituteur qui puisse donner des preuves de sa capacité et d'excellents renseignements sur sa conduite et sa moralité. La personne qui aura ces qualités pourra être mise à la tête de l'école des jeunes garçons de Saint-Charles, Village Debartzch, à partir du 15 mai prochain . . . Pour chaque enfant dont les parents ne seront pas jugés pauvres, l'instituteur pourra exiger 6 livres 12 sous ou une corde de bois<sup>3</sup>.*

C'est ainsi qu'à Saint-Charles, en 1837, on engagea Léo Kéroac comme professeur à l'école du village, située près de l'église, pour 15 livres par année. «Celui-ci, cependant, pourra exiger de chaque enfant, capable de payer, les sommes suivantes: pour la lecture et l'écriture 1.10 livre par mois; pour l'arithmétique 2 livres par mois; pour la géographie et la grammaire 2.8 livres par mois<sup>4</sup>.»

L'instruction publique fut toujours, chez nous, une question brûlante. Les premières écoles subventionnées après la Conquête, dites celles de l'Institution Royale

(1801), étaient considérées comme anglicisantes, anticatholiques et déconseillées par le clergé. Ce dernier avait assumé lui-même la tâche d'instruire le peuple et obtenu (1824) d'affecter à l'éducation une partie des revenus des Fabriques. Plus tard, une loi de la Législature accorda des subsides à la construction des écoles et aux instituteurs. *L'Écho du Pays* ne manque pas alors de reproduire l'opinion de ses lecteurs à ce sujet. « Un ami de l'éducation », dans une lettre à l'éditeur en date du 28 novembre 1833, s'exprime ainsi :

*Personne ne peut ignorer les efforts faits par la Chambre d'Assemblée pour encourager l'éducation élémentaire depuis neuf ans . . . Est venu enfin l'acte bienfaisant, quoique très embrouillé, qui accorde non seulement des allocations aux instituteurs mais encore certaines sommes pour bâtir des écoles. Dès ce moment, quel changement dans toute la Province! Que de maisons d'écoles bâties!*

*J'aimerais cependant que la Législature ne fixât pas la somme qui doit être donnée à chaque instituteur, mais la fixât par arrondissement ce qui permettrait aux syndics d'allouer davantage à un instituteur plus capable. Je souhaiterais enfin que chaque paroisse eût la direction de ses écoles. Pourquoi paraît-on avoir si peu de confiance dans le Clergé . . . ? D'où vient cette répugnance à lui donner le contrôle sur les écoles . . . ?*

Le Conseil législatif, en 1836, retranchera ses subventions aux écoles, ce qui attisera la colère du peuple.

On n'était pas anticlérical mais d'esprit libéral et un peu frondeur . . . Le bill des Fabriques, limitant le contrôle de celles-ci par le clergé, avait déjà agité l'Assemblée législative en 1831 et éloigné l'Église des chefs nationalistes, dont elle commença à se méfier. Le haut et le bas clergé feront bientôt payer très cher aux Patriotes ce fameux bill des Fabriques, pavant la voie à l'instruction publique<sup>44</sup>.

On s'occupait aussi de l'éducation des adultes, en publiant une longue liste de livres que le journal offrait en vente. C'étaient des livres de culture générale (histoire, géographie) mais surtout des manuels, par exemple ceux du savonnier, du vinaigrier, du moutardier, du cultivateur, de l'arpenteur, du potier, du porcelainier, de l'amidonnier, du vermicellier, du teinturier, des almanachs, et enfin des livres pieux. Toujours sous l'égide du journal, on décida d'organiser une bibliothèque mutuelle, lors

d'une assemblée tenue le 22 mai 1836, à l'hôtel Bunker<sup>5</sup>.

De nombreux articles concernaient l'agriculture. On discutait de la forme des charrues, du labourage, de la sarclure, de l'assolement des sols et des engrais. On y exposait la manière de faire de la bière, du cidre, du pain, non seulement avec de la farine de blé mais aussi avec de la farine de pommes de terre, de conserver les oeufs et les pommes. On expliquait comment faire le rouissage du lin et du chanvre.

Les informations des États-Unis arrivaient avec un retard d'une ou deux semaines et celles d'Europe d'un ou deux mois sinon davantage. En dehors des grands événements politiques et militaires connus, on trouvait, à l'occasion, des informations intéressantes comme cet entrefilet du 20 novembre 1834: « On a pu voir récemment une voiture à vapeur, inventée par un M. Dietz, traîner deux omnibus dans les rues de Paris qui compte 29,000 maisons et 185,000 habitants. » On peut voir d'ici les Parisiens divisés entre progressistes et adversaires de la machine qui pollueait leur ciel!

Les nouvelles locales offrent une mine de renseignements et sont comme un microcosme de la société à cette époque. L'activité commerciale étant reliée à la rivière Richelieu, tout ce qui concerne la navigation présente alors un intérêt particulier. On apprend les noms des bateaux à vapeur qui remontaient et descendaient la rivière: *Le Voyageur*, le *Edmund Henry*, le *Montréal*, le *Félicité du Richelieu* (quel joli nom!), *L'Union Canadienne I*, qui brûla au quai de Chambly en juillet 1836, et *L'Union Canadienne II*.

Un long article décrit toujours le premier voyage de ces bateaux à vapeur au printemps. Ainsi: « *Le Voyageur* a remonté la rivière Chambly, le jeudi 11 avril, remorquant cinq barges qui sont venues prendre des chargements à Saint-Marc, Saint-Charles et ailleurs ». Quelques jours plus tard, un autre reportage: « Dimanche, le 28 avril, le bateau à vapeur *Edmund Henry* a fait sa première apparition dans notre rivière. Il a salué nos villages par un coup de canon auquel a répondu le canon de M. Toussaint Drolet, M. P.P. de Saint-Marc. Le bateau à vapeur était



chargé de voyageurs et voyageuses et d'une forte quantité de bagages et marchandises<sup>6</sup>. »

Il est amusant d'apprendre que le bateau possédait un canon et que certains riverains, comme les seigneurs et les membres de l'Assemblée législative, en possédaient aussi. Si les coups de canon étaient rares, les coups de fusil, par contre, étaient nombreux au printemps, à l'apparition des bateaux. Au début du XXe siècle, il était encore d'usage, chez les riverains, de tirer des coups de fusil en l'air, aux premiers voyages des bateaux à vapeur. Ces derniers répondaient, selon le père F. Chicoine, O.F.M.<sup>7</sup>, par des coups de sifflet souvent si nombreux qu'ils épuisaient leur vapeur.

En mars 1836, la construction du canal de Chambly est en cours, mais coûte plus cher que prévu. Un comité spécial nommé par le Gouvernement recommande un investissement additionnel de 28 000 livres. Comme on le voit, ce n'est pas d'aujourd'hui que la prévision des coûts de construction est erronée . . . On en verra d'autres exemples en notre siècle . . . Le même comité recommande une somme de 4 000 livres pour nettoyer la rivière et de 9 000 livres pour construire une écluse à Saint-Ours. Quelques mois plus tard, on craint que le Gouvernement ne donne pas suite aux recommandations du comité et, pour faire pression, on organise une grande assemblée le 16 juillet 1836 à l'hôtel Bunker, à Saint-Charles qu'on considère comme le chef-lieu de la région. On rédige quinze résolutions dont voici le préambule à titre d'exemple: «Nulle part dans la colonie, il n'est possible de trouver un sol plus fertile, une population plus dense et plus industrielle que sur les rives du Richelieu que la nature paraît avoir désigné pour être la voie par laquelle ce vaste territoire trouvera son débouché.» On favorisait la canalisation du Richelieu, qui profiterait au Bas-Canada en lui ouvrant le marché des États-Unis, de préférence à la canalisation du Saint-Laurent à l'avantage du Haut-Canada.

L'importance qu'on attachait au transport fluvial était proportionnelle à l'absence de routes convenables et de chemins de fer. En effet, les chemins de terre étaient

impraticables les trois-quarts du temps, boueux et pleins d'ornières au printemps et à l'automne, pleins de cahots l'hiver. Lisons dans *L'Écho du Pays* cet article humoristique signé d'un pseudonyme «Après moi le déluge» :

*Encore des cahots! mon Dieu! miséricorde! J'arrive du village mener une charge de grain, j'ai cassé trois fois mon travail de traîne; et au lieu de vingt-cinq minots je n'ai pu mener que quinze minots à cause des cahots. Mon fils allait voir les filles, sa jument a pris le mors aux dents, a brisé sa belle carriole de garçon; les morceaux sont à la porte; il en faut une neuve, à cause des cahots. Mon voisin venait de l'église; dans un cahot, son manche de fouet s'est trouvé planté droit sous lui, il s'est estropié à cause des cahots. Ma femme, en même temps, se trouve malade «voisin, cours chercher le docteur et le curé, mais non va doucement; car tu tuerais le docteur et le curé à cause des cahots.» Voilà ce que c'est que les cahots<sup>8</sup>.*

Les randonnées en traîneau au son des clochettes n'étaient pas toujours poétiques . . .

L'année 1836 fut remarquable dans le domaine des communications. En effet, on assista à l'inauguration du premier chemin de fer au Canada, sujet qui passionnait la population.

*À dix heures, le Steamboat Princess Victoria quitta le quai de Montréal au son de la musique, et se rendit à Laprairie avec une rapidité et une grâce surprenantes. La traversée se fit en 50 minutes. Arrivés à Laprairie, les passagers du Princess Victoria quittèrent le bateau pour se rendre aux hangars de la compagnie où les attendaient des chariots destinés à les transporter à Saint-Jean.*

*Le chemin de fer est parfaitement construit. Aucun travail n'a été négligé et il serait difficile d'en trouver un d'une surface plus unie, d'un travail plus solide, et tracé en ligne plus droite. Sa construction fait l'éloge des ingénieurs. Le voyage se fit très rapidement et l'on arriva sans le moindre accident au but du voyage. Le hangar du chemin de fer avait été transformé en une élégante salle de festin, partout ornée de verdure et de pavillons flottans (sic) sur des tables élégamment dressées; environ 500 couverts avaient été mis pour recevoir les convives et bientôt des mets succulents et nourrisans (sic) vinrent s'offrir à l'appétit des voyageurs excités par le grand air. Tout le monde fit honneur au repas et surtout au champagne qui fut servi avec profusion<sup>9</sup>.*

Des reportages comme celui-ci enthousiasmaient nos ancêtres, et nous permettent de revivre avec eux cette période de grand progrès matériel et d'espérance qui précéda la tragédie de 1837.